

Valorisation de la dimension africaine de la Tunisie

L'intégration africaine offre à la Tunisie de formidables opportunités pour renforcer son potentiel de création de richesse et d'emplois sur des bases durables à l'instar de tous les pays du continent.

C'est l'enseignement majeur qui s'est dégagé du débat organisé par le Forum Ibn Khaldoun en avril 2023.

C'est aussi ce qui se reflète clairement de l'étude réalisée en juillet 2024 par l'Institut Tunisien de Compétitivité et d'Etudes Quantitatives (ITCEQ) dont nous publions ci-après un extrait en tant qu'article de référence du mois de janvier 2025 du Forum Ibn Khaldoun compte tenu de la pertinente évaluation de l'adhésion de la Tunisie à la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2020.

Extraits de l'étude de l'ITCEQ portant « Analyse de performance et essai d'évaluation de l'adhésion de la Tunisie à la ZLECAf »

✓ **L'Afrique est sans aucun doute le continent le plus riche sur le plan des ressources.**

« Elle accapare 30 % des réserves mondiales en pétrole, gaz et minéraux, mais peine à transformer cette richesse en performance. Selon le rapport de l'Institut de Gouvernance des Ressources Naturelles (NRGI) « Triple Win », l'Afrique détient des parts considérables des réserves mondiales de 11 minéraux nécessaires à la transition énergétique (entre 20% et 90%) comme les métaux du groupe du platine, le cobalt, le chrome et le zircon¹. Le continent africain dispose aussi de plus de 90% des réserves planétaires des métaux nécessaires à la fabrication des piles à combustible, des électrolyseurs nécessaires à la production de l'hydrogène vert et des catalyseurs automobiles, de 80% des réserves mondiales de phosphate nécessaire à la fabrication des cathodes des accumulateurs LFP et des engrais, et entre 20% et 55% des réserves mondiales de neuf autres minéraux indispensables pour la fabrication des solutions de stockage d'énergie, des panneaux photovoltaïques, des pales d'éoliennes et de divers composants des véhicules électriques. L'Afrique détient, aussi selon le rapport, 19 % des réserves mondiales de métaux nécessaires à la fabrication d'un véhicule électrique standard alimenté par une batterie.

D'ici 2050, la population totale de l'Afrique atteindrait environ 2.5 Milliard d'habitants, soit le ¼ de la population mondiale contre près de 1/10 en 1964, année de création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), premier pas vers l'Afrique unie et solidaire. Plus de 4/5 de la population africaine occupe la région subsaharienne. Également, et comme indique le rapport de l'OCDE, la BAD et le PNUD sur « Les perspectives économiques en Afrique 2016 », le continent africain connaît une évolution sans précédent de son urbanisation dont le taux a doublé dans un demi-siècle (1964-2014), passant de 20% à 40.7% et il va avoisiner la barre de 60% d'ici 2050.

✓ **Malgré son important potentiel l'Afrique demeure à la traine**

Néanmoins, l'Afrique est, également, le continent le plus pauvre du monde : 72% des pays les moins avancés (PMA), qui sont, selon l'ONU, le maillon le plus faible et le plus pauvre de la communauté internationale, sont situés en Afrique, soit 33 pays parmi 46, ce qui explique l'incapacité du continent à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le revenu par habitant des pays africains est l'un des plus faibles au monde (1960 \$ USA en 2021) représentant 16% de la moyenne mondiale et environ 34% de la moyenne des pays en développement, contre 65% et 137%, respectivement, pour les PED des Amériques (Amérique Latine et des Caraïbes) et, 55% et 115% pour les PED d'Asie.

L'Afrique a toujours souffert d'une mauvaise gestion des ressources, d'un faible développement des secteurs productifs, d'une baisse des niveaux d'investissement, d'une accumulation de la dette, d'une détérioration des conditions sociales et d'un épuisement croissant des capacités institutionnelles, et d'une faible intégration dans l'économie mondiale (environ 3% des échanges mondiaux

✓ **L'intégration africaine offre de formidables opportunités d'accélération du développement .**

L'intégration africaine est à l'ordre du jour. Enraciné dans le panafricanisme, l'Agenda 2063, est un programme directeur concret d'autonomie collective pour 50 ans, (2013 - 2063), qui vise à transformer l'Afrique en un acteur mondial puissant sur la future scène internationale.

Dans ce cadre, la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), constitue un des 15 projets phares de l'UA et de l'Agenda 2063 (programmes clés visant à accélérer la croissance économique et le développement), offre à l'Afrique une chance unique d'uniformiser le climat économique et représente un véritable espoir pour la prospérité à long terme du continent africain.

✓ La zone continentale de libre-échange peut constituer un nouveau levier de croissance à l'économie tunisienne

La nouvelle étape de l'intégration régionale africaine peut offrir des opportunités énormes à la Tunisie et ses secteurs productifs essentiellement manufacturiers et plus particulièrement, aux petites et moyennes entreprises industrielles pour :

- être plus efficaces,
- réaliser des économies d'échelle,
- être plus compétitives, plus intégrées et plus spécialisées
- et surtout pour s'internationaliser

La simulation de l'effet net, sur les exportations tunisiennes, de la libéralisation tarifaire dans le cadre de la ZLECAf supposée réduire le tarif moyen du continent de 8,7 % à 0% par rapport au scénario de référence sans ZLECAf, conduit à l'augmentation des exportations tunisiennes de **20.01%**, soit 322 millions de dollars (année 2020).

Par ailleurs, l'effet de la réduction des barrières non tarifaires (BNT) et l'amélioration des mesures de facilitation du commerce (FC) dépasse largement celui de la seule libéralisation tarifaire et les impacts deviennent plus importants avec le temps.

Ainsi, l'ajout d'une réduction de 30% des coûts de transaction à l'effet net de la seule suppression des droits de douane entraînerait une augmentation des exportations tunisiennes de 176%, soit 2,7 milliards de dollars par rapport au scénario de référence sans ZLECAf. Avec une réduction de 50% des coûts commerciaux, cette augmentation pourrait atteindre 4.33 milliards de dollars.

✓ Les politiques requises pour mieux exploiter les nouvelles opportunités en Afrique

Sur le plan stratégique, il s'agit de :

- Élaborer une stratégie nationale d'insertion, d'intégration et de positionnement sur le continent africain qui adopte une vision claire, stratégique et partagée par l'ensemble des intervenants en adoptant une approche participative et une démarche intégrée qui :
 - retrace les réalisations et identifie les points forts et les défaillances pour une co-diversification optimisée et orientée des produits

- fixe des objectifs et des politiques à mettre en œuvre pour exploiter les avantages 154 et les opportunités qu'offre la ZLECAf et, aussi, des priorités permettant de guider les choix et d'orienter les politiques d'ordre géo-économique du pays, dont la triangulation du commerce
- et consacre l'ambition nationale en faveur de l'industrialisation du pays par le commerce et du commerce par l'industrialisation et ce, via l'implication de l'ensemble des intervenants (État, secteur privé, structures d'appui, banques, société civile...)
 - Accélérer la transformation structurelle de l'économie via la mise en place d'un nouveau modèle économique et une dynamique intimement liée au développement du secteur industriel.

La transformation structurelle de l'économie tunisienne est, en effet, la seule garantie pour réussir l'intégration dans le milieu africain et dans l'économie mondiale d'une manière générale. La dynamique de cette transformation s'avère, ainsi, intimement liée au développement du secteur manufacturier. Néanmoins, cela reste tributaire de trois conditions primordiales :

- la hausse du taux d'investissement productif ,
 - le développement de secteurs manufacturiers avec un potentiel de croissance
 - et l'accélération de la mise en œuvre de la stratégie nationale industrielle et des pactes sectoriels.
- développer des partenariats stratégiques avec d'autres pays sur le marché africain. Cette orientation peut se matérialiser par divers canaux tels que les investissements directs étrangers (IDE), les chaînes de valeur mondiales et les accords commerciaux.

Sur le plan opérationnel, il est question de :

- Renforcer la diplomatie économique : une diplomatie économique plus active doit être construite autour de réseaux issus de plusieurs ministères et organismes publics (commerce, économie et planification, industrie, transport, affaires étrangères, douanes, banque centrale...), ainsi que du secteur privé de la société civile.

À cet égard, le ministère des affaires étrangères devrait étendre ses capacités institutionnelles et mobiliser les ressources humaines compétentes et polyvalentes nécessaires pour la conduite de la diplomatie économique.

- Accompagner et vulgariser les opportunités offertes sur le marché africain : dans cette logique, il importe de renforcer davantage le cadre institutionnel lié à la facilitation du commerce et l'investissement surtout en relation avec le transport, la logistique, et l'appui financier et assurantiel des échanges et ce, pour faciliter l'accès des entreprises tunisiennes aux marchés africains. »

Souad Dhaoui et Elyes Hasdallah
ITCEQ

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 novembre 2024